

« **Les populations civiles du nord du Mali sont menacées** »

mardi 22 janvier 2013, par [MANDRAUD Isabelle](#) (Date de rédaction antérieure : 19 janvier 2013).

Eclipsé jusqu'ici par son concurrent Ansar Eddine, mieux armé et plus puissant, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) tente de revenir dans le jeu des négociations pour trouver une issue à la crise au Mali.

Une délégation de ce mouvement laïque de rebelles touareg devait se rendre à Ouagadougou, lundi 21 janvier, pour rencontrer des émissaires maliens sous l'égide du président burkinabé Blaise Compaoré, désigné médiateur du conflit par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Autour de la table, le MNLA succède ainsi à Ansar Eddine, groupe islamiste radical composé majoritairement de Touareg, privilégié dans les discussions, mais disqualifié pour avoir participé aux côtés des djihadistes à l'offensive armée vers le sud du Mali, le 10 janvier, à l'origine de l'intervention militaire française.

Réuni en congrès à Tinzawatene dans l'extrême nord du pays, au moment du déclenchement des opérations militaires, le MNLA s'était alors, par l'entremise de l'un de ses responsables, Moussa Ag Assarid, déclaré « *prêt à aider* » l'armée française « *en faisant le travail au sol* ». De retour à Paris vendredi 18 janvier, cet écrivain-chercheur originaire de Gao, qui vient d'abandonner ses fonctions de président du bureau du MNLA pour l'Europe, précise cette orientation : le mouvement soutient l'intervention mais en aucun cas, explique-t-il, les frappes aériennes françaises ne doivent permettre à l'armée malienne et à une armée africaine de la Cedeao attendue en renfort « de franchir la ligne de démarcation » qui sépare le nord et le sud du Mali.

« **GÉNOCIDE** »

A l'origine de la partition du pays par la proclamation, le 6 avril 2012, de l'indépendance de l'Azawad, la partie nord peuplée de Touareg et de tribus arabes (et également de Peuls et de Songhaïs), avant d'être débordé par les djihadistes qui ont pris le contrôle de ce territoire, le mouvement indépendantiste touareg redoute la vengeance de l'armée malienne sur les populations civiles.

« *Si vous laissez s'introduire dans l'Azawad l'armée malienne, je peux vous garantir que la première victime sera un berger touareg ou arabe plutôt qu'un djihadiste* », s'alarme Moussa Ag Assarid.
« *Les populations civiles sont menacées, c'est un génocide qui se prépare et la France dira qu'elle ne savait pas, comme au Rwanda !* »

L'écrivain touareg justifie son appréhension par la formation, notamment, de « milices ethniques » par des militaires maliens, composées de villageois songhaïs et peuls, dont il évalue les effectifs à plus de 3 000 hommes.

« **VOUS RAMENEZ LA TÊTE D'UN TOUAREG** »

Certaines, comme celles de Ganda Koy (« les seigneurs de la terre » en songhaï) ou Ganda Izo (« les fils de la terre ») à Sévaré, ou bien Boun Ba Hawi (« la mort plutôt que la honte ») à Bamako, sont

déjà connues, mais selon Moussa Ag Assarid, il s'en créerait de nouvelles. « *Il y a même maintenant des femmes, pourquoi ?* » interroge-t-il. « *Nous avons eu récemment l'information que des militaires équipent ces milices et leur donnent pour consigne : »vous partez et vous ramenez la tête d'un Touareg«* », ajoute-t-il.

Affaibli, retranché dans l'extrême nord du Mali, le MNLA plaide donc aujourd'hui pour sa participation aux opérations militaires contre les djihadistes, en faisant valoir, malgré un équipement et des moyens qui lui font défaut, la mobilisation « *intacte* » de ses troupes, toujours dirigées par le chef militaire du mouvement, Mohamed Ag Najim, et sa parfaite connaissance du terrain. Les rebelles touareg affirment aussi accueillir de plus en plus de « *parents* » de retour après avoir rejoint Ansar Eddine « *non par idéologie mais pour des raisons financières, parce qu'ils étaient payés* ». « *Ce serait une erreur monumentale de mettre le MNLA à l'écart* », assure Moussa Ag Assarid.

AUTONOMIE

Le 15 janvier, le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian, a tenté d'apaiser ces inquiétudes. « *Les groupes terroristes doivent clairement être distingués des mouvements représentatifs du nord [du] Mali et des populations qui y vivent, a-t-il déclaré. Nous ne mènerons pas d'action contre les Touareg, bien au contraire.* » Une façon, aussi, de ne pas fermer cette porte.

En échange, le mouvement, héritier des rébellions indépendantistes touareg qui se sont succédé au Mali depuis vingt ans, renonce, officiellement à l'indépendance de l'Azawad, pour lequel il se contenterait, désormais, d'un statut d'autonomie « *de type fédéraliste* ». C'est avec ce mandat adopté en congrès que la délégation des rebelles touareg devait se rendre, lundi, à Ouagadougou.

Isabelle Mandraud

L'armée malienne accusée d'exactions contre des minorités

Human Rights Watch a annoncé samedi être en possession d'informations crédibles sur de graves exactions, dont des meurtres, commises par les forces de sécurité maliennes à l'encontre de civils dans la localité de Niono, dans le centre du pays.

« Nous invitons instamment les autorités maliennes, tout comme les soldats et les autorités françaises et ouest-africaines, à faire le maximum pour garantir la protection de tous les civils », a fait savoir l'ONG.

D'après HRW, les Touareg et les Arabes, deux communautés assimilées aux insurgés qui contrôlent aujourd'hui les deux-tiers du Mali, sont tout particulièrement visés. L'armée malienne n'a pas encore officiellement réagi à ces informations.

P.-S.

* LE MONDE | 19.01.2013 à 12h07 • Mis à jour le 19.01.2013 à 20h24.